

N. 91

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

M. Péciaux, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Péciaux, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 15 h 5 m.

De vergadering wordt geopend om 15 h 5 m.

CONGES — VERLOF

MM. Deworme, Houssa, Spitaels, Verberckmoes, pour d'autres devoirs, et Laverge pour devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Deworme, Houssa, Spitaels, Verberckmoes, wegens andere plichten, en Laverge, wegens ambtsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Inoverwegingneming — Prise en considération

De Voorzitter. — Aan de orde is thans de bespreking over de inoverwegingneming van het voorstel van wet tot wijziging van artikel 269 van het Wetboek der inkomstenbelastingen 1992, met betrekking tot de organisatie van een keuzedividend.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi modifiant l'article 269 du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'organisation d'un dividende optionnel.

Vraagt iemand het woord?

Quelqu'un demande-t-il la parole?

Personne ne demandant la parole, cette proposition de loi est prise en considération et renvoyée à la commission des Finances.

Daar niemand het woord vraagt, is dit voorstel van wet in overweging genomen en naar de commissie voor de Financien verwezen.

VERVOLGING TEN LASTE VAN EEN LID VAN DE SENAAT

POURSUITES A CHARGE
D'UN MEMBRE DU SENAT

De Voorzitter. — Ik ontvang van de procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel, een dossier betreffende de vervolging ten laste van een lid van de Senaat.

J'ai reçu du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles un dossier relatif à des poursuites à charge d'un membre du Sénat.

Ik stel u voor, dames en heren, dat dossier voor onderzoek naar de commissie voor de Justitie te verwijzen.

Je vous propose, mesdames, messieurs, de renvoyer ce dossier à l'examen de la commission de la Justice.

Is hiertegen geen bezwaar?

Pas d'opposition?

Dan is aldus besloten.

Il en sera donc ainsi.

QUESTION ORALE DE M. DESMEDT AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES SUR « LES CONSEQUENCES DE LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT SUR LA PROCEDURE DE PRESENTATION D'UN CANDIDAT A LA PRESIDENCE DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE BRUXELLES SUR BASE DE L'ARTICLE 99 NOUVEAU DE LA CONSTITUTION »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DESMEDT AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN ECONOMISCHE ZAKEN OVER « DE GEVOLGEN VAN DE SPLITSING VAN DE PROVINCIE BRABANT OP DE PROCEDURE VAN VOORDRACHT VAN KANDIDATEN VOOR HET VOORZITTERSCHAP VAN DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG TE BRUSSEL, ZOALS BEPAALD IN HET NIEUWE ARTIKEL 99 VAN DE GRONDWET »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desmedt au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques sur « les conséquences de la scission de la province de Brabant sur la procédure de présentation d'un candidat à la présidence du Tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 99 nouveau de la Constitution ».

La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, du fait de la scission de la province de Brabant, l'arrondissement judiciaire de Bruxelles couvrira, à partir du 1^{er} janvier 1995, la Région de Bruxelles-Capitale et une partie de la province du Brabant flamand.

L'article 99 nouveau de la Constitution prévoit que pour les présentations de candidatures aux présidence et vice-présidence du tribunal et aux fonctions de conseillers à la Cour d'appel, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale exercera les compétences du conseil provincial. Il y aura donc lieu de répartir les vice-présidences et les fonctions de conseillers à la Cour d'appel entre les Conseils concernés, afin que chacun introduise le nombre de présentations correspondant aux chiffres de la population.

Par contre, comment pourra-t-on résoudre le problème en ce qui concerne la fonction de président du Tribunal de première instance de Bruxelles, fonction unique par définition, et dont la compétence s'étendra à la fois sur la Région de Bruxelles-Capitale et sur une partie de la nouvelle province du Brabant flamand?

Par ailleurs, en ce qui concerne les vice-présidences au tribunal de Bruxelles, sera-ce l'ensemble des conseillers du Brabant flamand qui auront à se prononcer ou uniquement les élus de l'arrondissement de Hal-Vilvorde?

M. le Président. — La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques. — Monsieur le Président, lorsque l'on dit qu'une question est bonne, c'est en général parce que l'on ne peut y apporter la réponse adéquate. C'est en fait ce qui se passe pour la question posée par M. Desmedt.

Comme il l'a dit, il est exact qu'à la suite de la scission de la province de Brabant, il faudra modifier les règles de présentation des conseillers à la Cour d'appel de Bruxelles et des candidats aux postes de président et de vice-président du tribunal de première instance.

Ces nominations interviennent en effet sur présentation des conseils provinciaux et nous aurons, à l'avenir, un Conseil provincial du Brabant wallon et un Conseil provincial du Brabant flamand, le Conseil régional de Bruxelles-Capitale exerçant les compétences provinciales pour la Région de Bruxelles.

J'ai été saisi par le Premier ministre d'une demande d'avis, puisqu'il semble que l'on veuille résoudre le problème par le biais d'une proposition de loi qui est actuellement pendante à la Chambre.

Avant d'entrer dans cette enceinte, j'ai été requis en commission de l'Intérieur pour examiner le dossier et, éventuellement, déposer des amendements.

J'ai également anticipé sur ces questions en consultant les autorités judiciaires. Je viens d'ailleurs de recevoir ce 18 mai 1993 une réponse du premier président et du procureur général, comportant une série de remarques techniques.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la fonction de président et de vice-président, je ne puis préjuger de la décision du législateur. Dès lors, mes services examineront les avis transmis par les autorités judiciaires afin d'apporter les réponses qui s'imposent au Parlement, et ce en fonction des amendements déposés à la proposition de loi de M. Langendries.

Mais aujourd'hui, monsieur Desmedt, je ne puis vous fournir de réponse en la matière.

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt pour une réplique.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, je remercie le Vice-Premier ministre de sa franchise. Cependant, je constate que des modifications constitutionnelles ont été prévues et votées sans adopter les dispositions législatives concernées. Je comprends que la loi ordinaire et la loi spéciale soient examinées plus tard. Cependant, le problème que je viens d'évoquer était posé dès l'adoption des projets de révision de la Constitution. La question aurait donc dû être envisagée.

Quoi qu'il en soit, j'espère obtenir ultérieurement des renseignements plus complets en la matière.

M. le Président. — La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques. — Monsieur le Président, sur le plan du principe, M. Desmedt a raison. Cependant, il faut considérer que les nouvelles dispositions ne seront appliquées qu'après le prochain renouvellement des Chambres. Dès lors, jusqu'à cette échéance, le système actuel prévaudra. Toutefois, il n'empêche que nous aurions peut-être pu envisager la question auparavant.

QUESTION ORALE DE M. HATRY AU MINISTRE DES FINANCES SUR « LA DECLARATION FAITE PAR UN COLLABORATEUR DU MINISTRE A PROPOS DES REVENUS DES ADMINISTRATEURS DE SOCIETE »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER HATRY AAN DE MINISTER VAN FINANCIEN OVER « DE VERKLARING VAN EEN MEDEWERKER VAN DE MINISTER IN VERBAND MET DE INKOMSTEN VAN BESTUURDERS VAN VENNOOTSCHAPPEN »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Hatry au ministre des Finances sur « la déclaration faite par un collaborateur du ministre à propos des revenus des administrateurs de société ».

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le journal *Le Soir* du lundi 19 avril 1993 a fait état d'un discours prononcé par un conseiller du cabinet du ministre, M. Christian Valenduc, que nous connaissons d'ailleurs car il a participé à de nombreuses reprises à nos séances de commission. Je cite cet article: « Il a ainsi relevé que les vingt-cinq plus riches administrateurs de sociétés du pays se situaient à un indice de richesse 475 fois supérieur à celui du minimexé. »

Une telle constatation, si elle a été faite avec l'accord du ministre des Finances, n'est certainement pas de nature à stimuler le consensus qui doit s'établir entre tous les contribuables quant à la juste répartition des impôts. En effet, il est manifeste que de telles déclarations sont plutôt de nature à exciter des jalousies et à provoquer des réactions agressives réciproques de la part des milieux visés.

Outre l'inopportunité d'une telle déclaration faite par un collaborateur du ministre, ce dernier peut-il indiquer de quelles données il s'agit?

Je m'en tiendrai ici à des questions strictement techniques. S'agit-il de revenus du capital, de revenus d'une fonction d'administrateur ou d'une combinaison des deux? S'agit-il de revenus bruts ou de revenus déduction faite soit du précompte professionnel, soit des cotisations sociales, soit des deux? Enfin, quel est le sens du terme « indice de richesse » utilisé par M. Christian Valenduc lorsque l'on sait que les renseignements relatifs aux capitaux détenus par les personnes concernées ne sont, de façon générale, pas disponibles. En effet, il n'existe pas en ce domaine de cadastre des fortunes.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, M. Valenduc, qui n'est pas un membre de mon cabinet mais un fonctionnaire du service d'études du ministère des Finances, a bien précisé, au début de son exposé, lors de la semaine sociale organisée par le Mouvement ouvrier chrétien, qu'il s'exprimait à titre personnel.

Il a effectivement mentionné que le revenu moyen avant impôt des vingt-cinq administrateurs les plus riches s'élevait, en 1983, à l'équivalent de 475 minimex isolé. Cette comparaison repose sur des données qui ont été publiées en 1987, à l'occasion du 7^e congrès des économistes belges de langue française intitulé « Les niveaux de vie des Belges ». Les concepts utilisés sont amplement décrits dans le rapport de ce congrès; les indicateurs de dis-

tribution et de redistribution présentés se fondent sur des méthodologies largement reconnues et se réfèrent, pour la plupart, à des travaux déjà publiés. Les méthodes utilisées me paraissent plus sûres et plus transparentes que certains « thermomètres de la rage taxatoire. »

M. le Président. — La parole est à M. Hatry pour une réplique.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je remercie le ministre des Finances de sa réponse. Je n'ai aucune objection à formuler quant à la technique utilisée, qui a été, je le suppose, précisée lors du congrès. Par contre, je m'interroge toujours encore sur l'opportunité de tenir de tels propos, et ce d'autant plus qu'aucune précision n'est apportée dans les journaux sur le fait que M. Valenduc s'exprimait, comme l'a indiqué le ministre, à titre personnel. La confusion est dès lors possible.

QUESTION ORALE DE M. BOEL AU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT SUR « LES GREFFES D'ORGANES »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BOEL AAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU OVER « DE ORGAANTRANSPLANTATIES »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Boël au ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sur « les greffes d'organes ».

La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, j'avais demandé, par voie de question parlementaire, une statistique des cinq dernières années sur les greffes d'organes. Etant donné la complexité du problème, la réponse m'a été fournie non pas par le canal du bulletin des *Questions et Réponses* mais directement et avec rapidité — je désire le souligner — par Mme Laurette Onkelinx, alors ministre de la Santé.

J'ai été frappé par le fait que, dans le domaine des greffes du rein qui me tient particulièrement à cœur, la liste des personnes en attente représente plus de deux ans de greffe.

Puis-je demander au ministre quelles sont les instructions qui ont été données pour les prélèvements de ces organes lorsque, malheureusement, un décès subit permet de les prélever? Puis-je également lui demander, avec insistance, quels moyens de communication il compte utiliser pour insister sur l'importance du don d'organes? Envisage-t-il une campagne, notamment télévisée, comme celle actuellement organisée en France?

M. le Président. — La parole est à Mme De Galan, ministre.

Mme De Galan, ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, il est vrai, en effet, que les listes d'attente pour des greffes rénales s'allongent. Mais cela résulte d'une augmentation de la demande plus que d'une augmentation réelle du nombre de refus explicites, qui restent assez peu importants. Il faut d'ailleurs souligner que le nombre des greffes opérées augmente également. Comme vous le savez, pour les patients atteints d'une insuffisance rénale, cette carence d'organes ne signifie pas automatiquement une situation désespérée puisque, pendant la période d'attente de la transplantation, ils peuvent être aidés par une dialyse rénale.

Les prescrits réglementaires appliqués lors des prélèvements après le décès figurent dans la loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes du 13 juin 1986, ainsi que dans l'arrêté royal organisant le mode d'expression de la volonté du donneur ou des personnes visées à l'article 10, paragraphe 2, de ladite loi.

En pratique, la procédure appliquée est la suivante: consultation du fichier national qui tient à jour la liste des refus explicites exprimés par les personnes du temps de leur vie et enregistrés par les autorités communales; information de la famille au premier

degré sur les possibilités et les éventualités des prélèvements; en cas d'opposition, information de la famille sur les prescrits réglementaires et discrète enquête sur ce que le donneur potentiel exprimait à ce sujet. Enfin, nouvelle conversation avec la famille à la lumière des renseignements obtenus.

A ma connaissance, aucune équipe de notre pays n'applique les possibilités qu'offre la loi sans consultation préalable de la famille et ne va à l'encontre des volontés exprimées par cette famille.

En ce qui concerne la sensibilisation de la population, aucun choix précis n'a jusqu'à présent été arrêté sur le ou les moyens qui seront développés.

Cependant, un groupe de personnes ayant subi une ou des transplantations s'est réuni à différentes reprises en vue de mener une action tout public d'envergure afin de familiariser ce dernier aux problèmes posés par la carence d'organes disponibles.

Cette action se concrétisera essentiellement à l'occasion d'une émission télévisée dans le cadre de la « semaine du don d'organe » du 4 au 10 octobre 1993.

Mon département sera attentif à ce début d'action médiatique afin de déterminer la meilleure manière de répondre aux besoins des personnes qui sont en attente d'organes.

M. le Président. — La parole est à M. Boël pour une réplique.

M. Boël. — Monsieur le Président, je remercie Mme le ministre pour sa réponse.

Je profite de la présence du ministre des Finances pour souligner que la greffe d'organes permet d'éviter, durant une longue période de la vie du patient, la pratique de dialyses trihebdomadaires très coûteuses. Par conséquent, tant sur le plan humain que financier, nous avons intérêt à encourager les dons d'organes.

Quant aux aspects qui touchent la famille, je rappelle que la loi que nous avons votée tendait précisément à rendre le prélèvement d'organes le plus automatique possible, sauf en cas de refus préalablement exprimé. Nous estimions, en effet, qu'il était préférable d'éviter d'interroger les familles qui, dans le cadre de circonstances douloureuses, ont généralement tendance à refuser les dons d'organes.

QUESTION ORALE DE M. JONCKHEER AU MINISTRE DES FINANCES SUR « LES INVESTISSEMENTS PUBLICS »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER JONCKHEER AAN DE MINISTER VAN FINANCIEN OVER « DE OVERHEIDSINVESTERINGEN »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Jonckheer au ministre des Finances sur « les investissements publics ».

La parole est à M. Jonckheer.

M. Jonckheer. — Monsieur le Président, ma question porte plus précisément sur les projets belges dans le cadre de l'initiative de croissance décidée par le Conseil européen d'Edimbourg.

A cet égard, j'ai pris connaissance du premier document de synthèse publié en avril par la Commission des Communautés européennes. Ce document, approuvé par le Conseil Ecofin en date du lundi 19 avril, résume les initiatives nationales et communautaires.

Sur le plan communautaire, deux nouveaux instruments sont créés. Le premier est une ligne temporaire de crédit, d'un montant maximal de cinq milliards d'écus, gérée par la Banque européenne d'investissement. Le second est la création du Fonds européen d'investissement d'un capital de deux milliards d'écus qui doit être ratifiée par les douze Etats membres pour fonctionner.

Le Gouvernement belge n'annonce sur le plan national aucune mesure nouvelle concernant les investissements publics, laissant ainsi apparaître l'absence de marges de manœuvres.

Dans le cadre de la Banque européenne d'investissement, le ministre est-il en mesure de répondre aux questions suivantes?

Quels sont les projets belges d'origine fédérale ou régionale introduits ou à introduire auprès de la Banque européenne d'investissement dans le cadre de cette nouvelle facilité portant essentiellement sur les années 1993 et 1994?

S'agit-il de projets nouveaux ou de réaménagements financiers de « tranches » de projets en cours de réalisation?

Existe-t-il seulement des projets en termes d'infrastructure ou a-t-on prévu également des projets en matière d'environnement qui concernent la prévention ou la réparation?

Enfin, est-il exact que le Gouvernement belge soutenait à Edimbourg une facilité de financement beaucoup plus élevée que celle finalement retenue?

Le ministre compte-t-il reprendre ce débat dans le cadre de la future présidence européenne de la Belgique?

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — M. le Président, je puis confirmer que le Conseil européen a adopté à Edimbourg à l'occasion de sa réunion des 11 et 12 décembre 1992 une importante « Déclaration sur la reprise économique en Europe » au terme de laquelle il a invité le Conseil Ecofin et la Banque européenne d'investissement, en pleine concertation avec la Commission, à envisager de toute urgence la mise sur pied d'un nouveau mécanisme de prêt de 5 milliards d'écus au sein de la Banque européenne d'investissement.

Le nouveau mécanisme doit soutenir: le financement d'investissements de réseaux transeuropéens en matière de transports, de télécommunications et d'énergie; le financement d'autres investissements dans ces mêmes secteurs permettant d'améliorer l'accès des régions concernées aux réseaux transeuropéens; le financement d'investissements dans le secteur de l'environnement.

Il était convenu qu'afin d'avoir un impact rapide en termes de financement, la Banque européenne d'investissement serait amenée à prendre en considération des projets dont l'exécution était déjà engagée ou était susceptible de l'être à très court terme.

Le mécanisme devait aussi concerner au premier chef des investissements réalisés sur le territoire de la Communauté européenne étant entendu que des projets associant des pays d'Europe centrale et orientale pouvaient être pris en considération s'ils contribuaient à la réalisation de réseaux transeuropéens ou s'ils les complétaient.

Je puis également communiquer que plusieurs projets bénéficiant du financement du mécanisme temporaire et intéressant directement la Belgique sont déjà devenus effectifs; je mentionnerai à cet égard: un projet de développement et application des nouvelles techniques du contrôle de la navigation aérienne d'un montant de 2,8 milliards; un projet de construction et d'équipement de bâtiments administratifs pour Eurocontrol d'un montant de 1,225 milliard; un projet de construction d'une installation pour le traitement des déchets solides faiblement actifs pour l'ONDRAF d'un montant de 1,65 milliard.

Deux autres projets sont à un stade très avancé et devraient être signés incessamment, il s'agit de: projet de ligne de TGV entre la frontière française et Bruxelles pour un montant de 10 milliards; projet de financement d'un programme d'investissement de Belgacom pour un montant de 15 milliards.

Enfin, d'autres projets sont à un stade avancé d'instruction et devraient également pouvoir bénéficier incessamment de financements du mécanisme temporaire. Je voudrais mentionner un projet autoroutier, dans la région liégeoise, de près de 3 milliards et un projet dans le secteur énergétique, pour Electrabel, de l'ordre de 4 milliards.

Pour ce qui concerne le Fonds européen d'investissement, dont l'objet est de stimuler, par l'octroi de garanties, les investissements au sein de la Communauté en matière de réseaux transeuropéens et de développement des petites et moyennes entreprises productives, je puis également confirmer que le Gouvernement prend les mesures pour entamer sans tarder la nécessaire procédure d'approbation parlementaire.

La position de la Belgique à Edimbourg ne portait pas sur le montant mais plutôt sur les modalités de mise en œuvre de la nouvelle facilité. Plutôt que d'envisager la création d'une facilité autonome, qui était la proposition initiale de la Commission, la Belgique a plaidé pour un mécanisme s'insérant facilement dans les politiques de prêts actuelles de la Banque européenne d'investissement, de sorte que les fonds additionnels puissent être rapidement engagés; c'est donc cette dernière option qui l'a emporté.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW MAES AAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING OVER «DE RISICO'S DIE VERBONDEN ZIJN AAN HET FEIT DAT BELGISCHE WAPENS TE KOOP WORDEN AANGEBODEN IN HET KADER VAN DE VERKOOP VAN LEGERMATERIAAL VAN HET BELGISCH LEGER DOORDAT ZE IN VERKEERDE HANDEN KUNNEN TERECHTKOMEN»

QUESTION ORALE DE MME MAES AU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE SUR «LE DANGER INHERENT A LA MISE EN VENTE D'ARMES BELGES DANS LE CADRE DE LA LIQUIDATION DE MATERIEL MILITAIRE APPARTENANT A L'ARMEE BELGE, CES ARMES RISQUANT DE SE RETROUVER DANS DE MAUVAISES MAINS»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van mevrouw Maes aan de minister van Landsverdediging over «de risico's die verbonden zijn aan het feit dat Belgische wapens te koop worden aangeboden in het kader van de verkoop van legermateriaal van het Belgisch leger doordat zij in verkeerde handen kunnen terechtkomen».

Het woord is aan mevrouw Maes.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, het toenemend geweld in binnen- en buitenland houdt verband met verschillende factoren. Een ervan is de massale beschikbaarheid van wapens, vooral sedert de ineenstorting van het Oostblok. Het blijkt bovendien dat ook de landen in de derde wereld worden overspoeld met wapens van Oosteuropese makelij. Deze zijn vaak reeds beschikbaar in andere landen en worden dan doorgesmokkeld.

Onze eigen soldaten op vredesmissie in Somalië en ex-Joegoslavië dreigen er trouwens het slachtoffer van te worden. Een stringente toepassing van de embargo's op wapenhandel en de strijd tegen de wapensmokkel alsmede strikte beperkingen op de wapenhandel zijn een absolute voorwaarde om de vrede te herstellen of in stand te houden. De sinds 6 april 1993 eindelijk gepubliceerde Belgische wet op de wapenhandel zou daartoe moeten bijdragen. De verkoop van legermateriaal door het Belgische leger mag hieraan geen afbreuk doen. Ook civiel materieel kan voor militaire doelen worden misbruikt.

Is het juist dat legermateriaal, onder andere banden voor vrachtwagens, werd opgekocht door een stroman van het Mobu-turegime?

Is het juist dat het leger Mirages wil terugverkopen aan de constructeur? Zo ja, welke garantie heeft de Regering in verband met de eindgebruiker?

Hoe kan de Regering beletten dat Belgisch legermateriaal terecht komt in conflictgebieden of bij regimes die de mensenrechten schenden?

De Voorzitter. — Het woord is aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, die antwoordt namens de minister van Landsverdediging.

De heer Derycke, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, zie hier het antwoord van de minister van Landsverdediging die momenteel in het buitenland verblijft.

De minister deelt de mening van mevrouw Maes dat bij de verkoop van materieel door het leger te allen prijze moet worden belet dat dit materieel terecht komt in landen waar gewapende conflicten bestaan of waar een situatie bestaat die van aard is om tot een gewapend conflict te leiden.

Mevrouw Maes, u heeft er terecht de nadruk opgelegd dat er in de ontwikkelingslanden reeds voldoende problemen zijn zodat deze door de verkoop van wapens niet moeten worden vermeerderd. De minister van Landsverdediging is zich daarvan terdege bewust.

De minister vestigt er de aandacht op dat tevens moet worden voorkomen dat materieel dat onder het toepassingsgebied van de wet valt betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie, wordt uitgevoerd naar landen waar de mensenrechten worden geschonden.

Wat de openbare verkopen in België betreft, deelt de minister mede dat hij expliciet in de catalogus, meer bepaald in de administratieve clausules toepasbaar op de openbare verkopen van landsverdediging een bepaling heeft laten inschrijven, dat in geval van uitvoer van voertuigen een voorafgaand akkoord vereist is van het ministerie van Economische Zaken, Centrale Dienst voor contingenten en vergunningen. Deze bepaling wordt overigens hernomen op de facturen afgeleverd aan de personen die een lot hebben gekocht. Ook zonder deze bepaling is onze wetgeving van toepassing.

Kandidaatkopers van grotere loten die voor het buitenland bestemd zijn, worden erop gewezen dat voor voertuigen waarop wapens kunnen worden gemonteerd een akkoord van de Centrale Dienst voor contingenten en vergunningen noodzakelijk is.

Bij verkoop aan het buitenland moet vanzelfsprekend een uitvoervergunning worden aangevraagd waarbij de toetsing aan de wet, inzonderheid aan artikel 4, en het uitvoeringsbesluit zal plaatsvinden.

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Maes voor een repliek.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, zoals de minister wellicht zal hebben gemerkt, maak ik mij niet alleen zorgen over de bestemming van het legermateriaal, maar ook over het feit dat de Mirages terug aan de constructeur zouden worden verkocht. Op mijn vraag hoe de eindgebruiker gecontroleerd wordt, heb ik geen duidelijk antwoord gekregen.

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Derycke.

De heer Derycke, staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal die vraag aan de minister van Landsverdediging meedelen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER MATTHIJS AAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU OVER «DE MAATREGELEN DIE DE REGERING GENOMEN HEEFT ALS GEVOLG VAN DE Vernietiging door de Raad van State van de personeelsformatie van het Instituut voor veterinaire keuring»

QUESTION ORALE DE M. MATTHIJS AU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT SUR «LES MESURES QUE LE GOUVERNEMENT A PRISES A LA SUITE DE L'ANNULATION PAR LE CONSEIL D'ETAT DU CADRE DU PERSONNEL DE L'INSTITUT D'EXPERTISE VETERINAIRE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Matthijs aan de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu over «de maatregelen die de

Regering genomen heeft als gevolg van de vernietiging door de Raad van State van de personeelsformatie van het Instituut voor veterinaire keuring».

Het woord is aan de heer Matthijs.

De heer Matthijs. — Mijnheer de Voorzitter, het koninklijk besluit van 14 juni 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Instituut voor veterinaire keuring werd door de Raad van State vernietigd in zijn arrest van 1 februari 1993.

In mijn interpellatie van 11 maart 1993 vroeg ik aan de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu wat de gevolgen van dit arrest zijn voor de personeelsformatie. De minister antwoordde mij het volgende: «Ik zal de nodige maatregelen nemen teneinde tegemoet te komen aan de bezwaren van de Raad van State, die geleid hebben tot de vernietiging van de personeelsformatie. Ik wens aan te stippen dat deze vernietiging geen gevolgen heeft voor de gedane benoemingen.»

Mevrouw de minister, heeft de Ministerraad reeds gevolg gegeven aan het arrest? Welke maatregelen werden genomen om aan de bezwaren van de Raad van State tegemoet te komen?

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Galan.

Mevrouw De Galan, minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu. — Mijnheer de Voorzitter, op 1 februari 1993 heeft de Raad van State het koninklijk besluit van 14 juni 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Instituut voor veterinaire keuring vernietigd omwille van het feit dat dit besluit niet werd overlegd in de Ministerraad, terwijl dit uitdrukkelijk was toegezegd bij de bespreking van het ontwerp.

Deze vernietiging heeft geen enkele invloed op de reeds gedane benoemingen, maar creëert wel een juridisch vacuüm op een ogenblik dat recrutering bij het Instituut voor veterinaire keuring meer dan noodzakelijk is.

Om dit euvel te verhelpen, heb ik mij voorgenomen in twee fasen te werken. Om het juridisch vacuüm zo vlug mogelijk weg te werken, zal het oude ontwerp van besluit binnenkort aan de Ministerraad worden voorgelegd. Op deze manier zal aan de bezwaren van de Raad van State worden tegemoetgekomen.

In een tweede fase zal een nieuw ontwerp van personeelsformatie, aangepast aan de huidige behoeften, worden opgesteld en aan mijn collega's van Ambtenarenzaken en Begroting worden voorgelegd.

Door deze werkwijze in twee fasen, zullen zowel op korte als op lange termijn de problemen wat de personeelsformatie betreft, worden weggewerkt.

QUESTION ORALE DE M. BENKER AU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SUR «LES PRATIQUES SUSPECTES D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE»

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BENKER AAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING OVER «DE VERDACHTE PRAKTIJ-KEN VAN EEN NIET-GOUVERNEMENTELE ORGANISATIE»

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Benker au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sur «les pratiques suspectes d'une organisation non gouvernementale».

La parole est à M. Benker.

M. Benker. — Monsieur le Président, à la lecture d'un article de l'hebdomadaire *Le Vif-l'Express* du 6 mai dernier, nous apprenons que le secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement

a découvert des pratiques suspectes de la part de l'ONG « Overseas Missions Secretariat » et qu'il a introduit une plainte contre elle.

Nous voudrions dès lors demander à M. le secrétaire d'Etat quelles sont les pratiques suspectes incriminées, quel est l'état actuel de la procédure judiciaire et quelles sont les mesures conservatoires qui sont prises à l'égard de cette ONG en attendant la décision de justice.

Quelles mesures l'AGCD prend-elle pour déceler de telles pratiques ? Dans le passé, sur quels éléments l'AGCD a-t-elle appuyé son jugement, *a priori* favorable, à l'égard d'OMS ?

Quelles mesures pourraient être prises en faveur des acteurs de la coopération qui font correctement leur travail afin de promouvoir leur action et la distinguer des agissements d'éventuels moutons noirs ?

M. le Président. — La parole est à M. Derycke, secrétaire d'Etat.

M. Derycke, secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au ministre des Affaires étrangères. — Monsieur le Président, en réponse à M. Benker, je confirme que certaines pratiques suspectes m'ont effectivement été signalées.

Ces informations proviennent de diverses sources et elles accusent l'ONG « Overseas Missions Secretariat » d'utiliser des pratiques illégales ou qui sont, en tout cas, en contradiction avec les règles du cofinancement régi par l'arrêté royal du 12 mars 1991.

J'ai communiqué ces faits au parquet du procureur du Roi qui a, pour sa part, demandé au Comité supérieur de contrôle d'ouvrir une enquête.

L'honorable membre comprendra aisément qu'en raison de la séparation des pouvoirs, il m'est actuellement très difficile de m'étendre plus longuement sur les éventuelles conséquences de cette affaire. Il m'est en effet impossible, à l'heure actuelle, de commenter des actions entreprises par la Justice.

Je suis conscient du fait que ces événements pourraient ternir l'image des ONG mais, par ailleurs, je puis vous assurer que j'entretiens d'excellents rapports avec elles. Je me réjouis du rôle joué par les ONG dans la coopération au développement. Enfin, le meilleur service à leur rendre est de veiller au respect des règles du cofinancement pour que la confiance du public leur reste acquise.

M. le Président. — La parole est à M. Benker pour une réplique.

M. Benker. — Monsieur le Président, je remercie le ministre de la brièveté de sa réponse et je suis d'accord pour reconnaître avec lui que la plupart des ONG font très bien leur travail. Je le fais avec d'autant plus de liberté que j'ai moi-même travaillé pendant sept ans au Zaïre, dont quatre ans comme volontaire à l'école sociale de Bukavu avec les Pères blancs dont j'admire les qualités de cœur et d'esprit, ainsi que l'engagement social. Toutefois, en tant que représentant de la nation, j'exige que la plus grande clarté soit faite sur les actions qui ne respecteraient pas le règlement de l'AGCD.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER VAN BELLE AAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING OVER «DE GEVOLGEN VAN HET VERZOEK VAN DE VN VOOR HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN EXTRA BELGISCHE MANSCHAPPEN EN DE HOUDING VAN DE REGERING TEN OVERSTAAN VAN DIT VERZOEK»

QUESTION ORALE DE M. VAN BELLE AU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE SUR «LES CONSEQUENCES DE LA DEMANDE DE L'ONU DE METTRE A SA DISPOSITION UN CONTINGENT SUPPLEMENTAIRE DE MILITAIRES BELGES ET L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT A L'EGARD DE CETTE DEMANDE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Van Belle aan de minister van Landsverdediging over «de gevolgen van het verzoek van de VN voor het ter beschikking stellen van extra Belgische manschappen en de houding van de Regering ten overstaan van dit verzoek».

Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, de Verenigde Naties zouden begin maart 1993 het Belgisch departement van Landsverdediging hebben aangezocht om vier- à vijfhonderd extra manschappen beschikbaar te houden, die ingezet kunnen worden in de Golanhoogte, ter vervanging van een Fins bataljon. Het ging toen om geruchten die nog niet konden worden bevestigd.

Naast de 1 800 manschappen die reeds in het buitenland actief zijn, zouden nog eens 400 à 500 manschappen kunnen worden ingezet in het kader van VN-operaties.

Ik had van de minister willen vernemen of er sedert maart reeds een officiële aanvraag is ontvangen voor de vervanging van het Fins bataljon ? Wat was in bevestigend geval de reactie van de minister ?

Ook in Rwanda zou er sprake zijn van VN-operaties om het RPF de bestanden van Arusha te doen naleven. Werden in dit kader reeds gesprekken met de Belgische autoriteiten gevoerd ?

De Voorzitter. — Het woord is aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking die antwoordt namens de minister van Landsverdediging.

De heer Derycke, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, in antwoord op de vraag van de heer Van Belle, deelt de minister van Landsverdediging het volgende mee. Tot op heden werd het departement van Landsverdediging niet door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties gecontacteerd, noch in verband met de vervanging van het Finse bataljon noch in verband met de situatie in Rwanda.

Overigens wordt de minister van Landsverdediging nooit rechtstreeks door de secretaris-generaal aangeschreven. Dergelijke vragen komen steeds bij de minister van Buitenlandse Zaken. Voor de volledigheid deelt de minister ook mee dat ook zijn collega geen enkele aanvraag nopens de genoemde problemen heeft gekregen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PATAER AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN AAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING OVER «DE VERTEGENWOORDIGING VAN ZAIRE OP DE CONFERENTIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP MET DE ACP-LANDEN»

QUESTION ORALE DE M. PATAER AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET AU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SUR «LA REPRESENTATION DU ZAIRE A LA CONFERENCE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE AVEC LES PAYS ACP»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Pataer aan de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over «de vertegenwoordiging van Zaïre op de conferentie van de Europese Gemeenschap met de ACP-landen».

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, op de halfjaarlijkse bijeenkomst van de Europese Gemeenschap met de ACP-landen, die vanaf 17 mei in Brussel plaatsvindt en vandaag wordt afgesloten, werd de Zaïrese delegatie geleid door een vertegenwoordiger van de Mobutu-gezinde schaduwregering. Dit zou het gevolg zijn van het feit dat de delegatie wordt voorgesteld door de Zaïrese ambassadeur in Brussel, een vertegenwoordiger van het Mobutu-regime. Een en ander is hoogst verwonderlijk, gezien zowel België als de Europese Gemeenschap alleen de regering van de heer Eritenne Tshisekedi als wettige regering van Zaïre erkennen. De

Europese Gemeenschap zou nog zeer onlangs, bij monde van het Deense voorzitterschap, haar steun aan de regering-Tshisekedi hebben bevestigd.

Hoe kan de houding van België, maar ook deze van Frankrijk, de Verenigde Staten en de Europese Gemeenschap inzake de exclusieve erkenning van de regering-Tshisekedi als wettige vertegenwoordiger van het Zaïrese volk, worden verzoend met de voortgezette erkenning van een Mobutu-getrouwe ambassadeur van Zaïre in België?

Hoe hebben de ACP-landen gereageerd op de EG-houding ten aanzien van de wettige vertegenwoordiging van de Zaïrese regering?

Welke initiatieven worden genomen om de ACP-landen ertoe aan te zetten in de toekomst een gelijkaardige houding aan te nemen?

De Voorzitter. — Het woord is aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

De heer Derycke, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb zelf de Belgische delegatie geleid op de EG-ACP-conferentie die op 17 en 18 mei 1993 te Brussel heeft plaatsgehad. Wij hebben vastgesteld dat de Zaïrese delegatie werd geleid door een vertegenwoordiger van de regering-Birindwa die noch door België, noch door de EG-partners, noch door de Verenigde Staten wordt aanvaard. Deze aangelegenheid dient evenwel te worden bekeken in het kader van de internationale context waarin de vergadering ACP-EG-Raad van ministers plaatsvindt.

Het derde protocol van de Conventie van Lomé regelt de voorrechten en immuniteiten van de vertegenwoordigers der betrokken Staten wanneer deze aan ACP-EG-vergaderingen deelnemen. Overeenkomstig artikel 1 van dit protocol dient België, op wiens grondgebied de vergadering plaatsvindt, aan de betrokkenen de gebruikelijke faciliteiten voor deelname te verlenen. De vertegenwoordigers van de ACP-Staten die door hun permanente vertegenwoordiger formeel als afgevaardigden worden aangewezen, kunnen bijgevolg rechtsgeldig aanspraak maken op deze faciliteiten.

Deze juridische verplichting, vastgelegd in een internationaal akkoord, belet evenwel niet dat België, samen met de EG-partners, de legitimiteit van de regering van de heer Faustin Birindwa blijft ontkennen en dat zij iedere medewerking met deze regering en haar vertegenwoordigers weigert. Deze houding komt niet alleen tot uiting in onze bilaterale contacten, maar ook in het kader van de Twaalf. Inderdaad, de Twaalf leden hebben zowel ter gelegenheid van de algemene vergadering van de Wereldgezondheidsorganisatie te Genève, als ter gelegenheid van de vergadering van de ACP-EG-Raad van ministers te Brussel op 17 en 18 mei 1993, op een passende wijze gereageerd op de vertegenwoordiging van Zaïre door een afgevaardigde van de regering-Birindwa. Zij hebben bij het begin — ik leg daarop de nadruk — van beide vergaderingen verklaard dat de aanwezigheid van afgevaardigden van de regering-Birindwa geenszins betekent dat zij die regering aanvaarden, hierbij verwijzend naar de verklaring van 7 april 1993.

In verband met de houding van de ACP-landen ten opzichte van de regering-Birindwa, verwijs ik naar de resolutie van de paritaire vergadering ACP-EG van 1 april 1993 die bijeenkwam te Gaborone. Deze resolutie neemt duidelijk afstand van Eerste minister Birindwa, die is aangesteld door het conclaaf van president Mobutu.

Tenslotte kan ik er nog als detail aan toevoegen dat de afvaardiging van de regering-Birindwa weliswaar lijfelijk aanwezig was, maar dat zij op geen enkel ogenblik actief aan de vergadering heeft deelgenomen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DE CROO AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN OVER «DE OMZETTING VAN DE EG-RICHTLIJN BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN HET VERSCHAFFEN VAN EEN OPEN NETWERK VAN GEHUURDE GELEIDINGEN»

QUESTION ORALE DE M. DE CROO AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR «LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE CE RELATIVE A L'APPLICATION DE LA FOURNITURE D'UN RESEAU OUVERT AUX LIGNES LOUEES»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer De Croo aan de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over «de omzetting van de EG-richtlijn betreffende de toepassing van het verschaffen van een open netwerk van gehuurde geleidingen».

Het woord is aan de heer De Croo.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, men weet dat ik er zeer sterk op aandring dat België de EG-richtlijnen zou naleven aangezien ons land binnenkort het voorzitterschap van de Europese Commissie zal waarnemen.

De EG-richtlijnen 92/44 met betrekking tot de verplichtingen inzake levering van verhuurde geleidingen treedt in voege op 5 juni 1993.

Welke schikkingen heeft de minister getroffen om aan deze richtlijn te voldoen met betrekking tot, ten eerste, de notificatie, conform artikel 3.2 en artikel 11.1 van deze richtlijn, onder meer in verband met het document en de organisatie die deze informatie verstrekt. Deze notificatie was vereist vóór 1 januari 1993; ten tweede, de levering van de minimumset van vijf types verhuurde geleidingen; ten derde de niet-discriminatie bij toepassing van artikel 8 betreffende de andere types van lijnen — bijvoorbeeld 34 en 140 Mbit/s — zoals gebruikt door de publieke operator. Worden ze aan dezelfde *open network provision* — voorwaarden geleverd; ten vierde, de scheiding van de verhuurde geleidingen geleverd in monopolie en de competitieve diensten die er gebruik van maken. Dit betekent dat de kostenallocaties duidelijk gescheiden moeten zijn en artikel 10 van de directieve moet worden nageleefd, en ten vijfde de duidelijke procedures die worden bepaald voor het bijleggen van geschillen conform artikel 8 en artikel 12 van deze richtlijn.

Indien aan deze voorwaarden niet werd voldaan, wat is de reden hiervoor en welke praktische schikkingen werden door de minister of door Belgacom getroffen om dat te verhelpen? Wanneer zal dit gebeuren?

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Coëme.

De heer Coëme, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven. — Mijnheer de Voorzitter, wat de bij artikelen 3.2 en 11.1 bepaalde notificatie betreft, zal de notificatieprocedure één van de komende dagen aan de Europese Commissie worden meegedeeld. Die informatie zal, naargelang de aard ervan, beschikbaar zijn bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie — BIPT — of bij Belgacom.

Het verstrekken van een minimaal geheel van gehuurde lijnen conform de geharmoniseerde technische kenmerken, wordt bepaald in artikel 10 van het beheerscontract tussen de Belgische Staat en Belgacom.

Het verstrekken van de andere types van lijnen, die niet door de ONP-richtlijn zijn gedekt, wordt eveneens bepaald in artikel 10 van het beheerscontract. Het BIPT moet niet-discriminatie in deze sector waarborgen, conform artikel 8 van de richtlijn.

De regels inzake tarieven, evenals de scheiding van de kosten en de boekhouding van Belgacom, zijn vastgelegd in toepassing van artikel 106 en artikel 109 van de wet van 21 maart 1991. Het BIPT, waarvan de effectieve indienststelling binnenkort zal worden verwezenlijkt, moet waken voor de procedures betreffende de toepassing van artikel 8. De besluiten aangaande het BIPT werden bekendgemaakt in het *Belgische Staatsblad* van 28 april 1993. In afwachting van het effectieve in werking treden van het instituut neem ik zelf deze verantwoordelijkheid op mij.

Het naleven van de verplichtingen in verband met artikel 12 van de richtlijn wordt verzekerd door de ombudsmannen, conform artikel 43 van de wet van 21 maart 1991.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Croo voor een repliek.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, mijn geachte opvolger weet dat ik veel aandacht heb voor deze sector. Uiteindelijk is het BIPT theoretisch opgericht, maar helaas is het nog verre van operationeel. De vertraging bedraagt nu al bijna twee jaar. Bovendien geeft de minister ook toe, zij het in « omfloerste » termen, dat enkele artikelen van de wet van 21 maart 1991 moeten worden gewijzigd. Ik wacht dus op initiatieven vanwege de Regering.

Tenslotte ben ik er niet zo van overtuigd dat de ombudsman van Belgacom werkelijk een correct en volledig antwoord betekent op de deze EG-richtlijn. Ik kan de minister dus enkel aanmoedigen zijn nog wat behoudsgezinde overtuiging te laten varen. Alleen in een open competitie zullen wij Belgacom kunnen redden.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW BUYLE AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN OVER « EEN NIEUWE HUISVESTING VOOR DE ARBEIDSRECHTBANK VAN DOORNIK »

QUESTION ORALE DE MME BUYLE AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR « DE NOUVEAUX LOCAUX POUR HEBERGER LE TRIBUNAL DU TRAVAIL DE TOURNAI »

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van mevrouw Buyle aan de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over « een nieuwe huisvesting voor de Arbeidsrechtbank van Doornik ».

Het woord is aan mevrouw Buyle.

Mevrouw Buyle. — Mijnheer de Voorzitter, onlangs heeft een particulier het gebouw gekocht dat reeds 20 jaar de Arbeidsrechtbank en het Auditoraat te Doornik herbergt. De nieuwe eigenaar heeft alle wettelijke termijnen gerespecteerd en de huurder, de arbeidsrechtbank, verwittigd van het feit dat hij op 1 juni 1993 het gebouw wil betrekken. Wij zijn slechts 14 dagen van deze datum verwijderd en de Regie der Gebouwen is nog steeds op zoek naar een nieuw adres voor de arbeidsrechtbank.

Graag kreeg ik van de Vice-Eerste minister dan ook een antwoord op de volgende twee vragen.

Wat heeft men aan de nieuwe eigenaar voorgesteld opdat hij op 1 juni zijn pand kan betrekken?

Waar denkt de Regie der Gebouwen de arbeidsrechtbank onder te brengen?

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Coëme.

De heer Coëme, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven. — Mijnheer de Voorzitter, als inleiding meen ik dat het nodig is erop te wijzen dat de door senator Buyle opgeworpen kwesties gedeeltelijk de precieze toestand van een particulier betreffen. De antwoorden die ik op haar vragen zal geven, kunnen dus slechts van algemene aard zijn.

Momenteel zijn de diensten van de Arbeidsrechtbank van Doornik ondergebracht in de *Rue Childéric*. Dit gebouw werd in november 1992 door een particulier gekocht. Conform de voorschriften van de geldende huurovereenkomst, heeft de nieuwe eigenaar dit contract, dat hem met de Regie der Gebouwen verbond, opgezegd. De nieuwe eigenaar wenst inderdaad het gebouw vanaf 1 juni 1993 te betrekken.

De Regie der Gebouwen heeft verscheidene huisvestingsmogelijkheden voor de Arbeidsrechtbank van Doornik overwogen. Uiteindelijk suggereert zij de Arbeidsrechtbank onder te brengen in een gebouw gelegen *Rue Frinoise*.

Conform de beslissingen van de Ministerraad van 17 juli 1992, moet elke door de Regie der Gebouwen uitgevoerde uitbreiding van huurovereenkomst echter de goedkeuring van de Ministerraad krijgen. Dit dossier zal aldus aan de volgende raad worden voorgelegd.

Volgens de inlichtingen waarover ik beschik, zullen aanpassingswerken echter nodig zijn in de lokalen van de *Rue Frinoise* en deze zouden ongeveer twee maanden duren.

De Regie der Gebouwen zoekt bijgevolg een oplossing in der minne met de nieuwe eigenaar van de *Rue Childéric* om de problemen, gerezen door de overbrenging van de Arbeidsrechtbank, zo goed mogelijk op te lossen in het belang van de verschillende betrokken partijen.

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor om de vergadering gedurende een tiental minuten te schorsen. De stemmingen zullen plaatshebben omstreeks 16 uur 15.

Mesdames et messieurs, je vous propose de suspendre la séance pendant une dizaine de minutes. Les votes auront lieu vers 16 heures 15. (*Assentiment.*)

De vergadering is geschorst.

La séance est suspendue.

— De vergadering wordt geschorst om 16 h 5 m.

La séance est suspendue à 16 h 5 m.

Ze wordt hervat om 16 h 20 m.

Elle est reprise à 16 h 20 m.

De Voorzitter. — De vergadering is hervat.

La séance est reprise.

NOMINATION DES MEMBRES ET DU GREFFIER DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

BENOEMING VAN DE LEDEN EN VAN DE GRIFFIER VAN HET VAST COMITÉ VAN TOEZICHT OP DE INLICHTINGENDIENSTEN

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le scrutin en vue de la nomination des membres et du greffier du Comité permanent de contrôle des services de renseignements.

Aan de orde is de geheime stemming over de benoeming van de leden en de griffier van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten.

Le document portant le nom des candidats vous a été distribué.

Het gedrukte stuk met de namen van de kandidaten werd eerder rondgedeeld.

Le comité permanent se compose de cinq membres effectifs dont un président et un vice-président et de cinq membres suppléants. Il y a lieu également de nommer un greffier.

Het vast comité bestaat uit vijf vaste leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter en vijf plaatsvervangende leden. We dienen eveneens een griffier te benoemen.

Le président excepté, le comité comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

De voorzitter uitgezonderd, telt het comité evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Parmi les membres et leurs suppléants, doivent figurer au moins un magistrat et une personne possédant l'expérience requise dans des fonctions scientifiques ou administratives.

Onder de leden en hun plaatsvervangers moeten er ten minste één magistraat zijn en één persoon die over de vereiste ervaring beschikken in wetenschappelijke of administratieve functies.

Les membres sont nommés pour un terme renouvelable de cinq ans. Toutefois, la première nomination de trois des cinq membres et de leurs suppléants est faite pour un terme de sept ans, renouvelable pour un terme de cinq ans.

De leden worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar. De eerste benoeming van drie van de vijf leden gebeurt evenwel voor een termijn van zeven jaar, die kan worden vernieuwd voor een termijn van vijf jaar.

Vous allez recevoir un bulletin de vote qui comporte deux volets:

— Le premier volet est constitué par une liste portant les noms de tous les candidats aux places de membres effectifs, suivis d'une case de vote;

— Le deuxième volet est constitué par une liste-type, présentée par la commission du Travail parlementaire sur proposition du groupe de travail mixte chargé de l'examen de l'exécution de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements. Cette liste-type qui comporte, par catégorie, un nombre de candidats égal à celui des mandats à pourvoir est surmontée d'une case de tête.

U ontvangt zo dadelijk een stembrief die twee luiken omvat:

— Aan de linkerkant zijn de namen opgenomen van alle kandidaten voor de plaatsen van vast lid, telkens gevolgd door een stembakje;

— Aan de rechterkant vindt u een modellijst, die wordt voorgedragen door de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden op voorstel van de gemengde werkgroep belast met het onderzoek van de uitvoering van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten. Bovenaan deze modellijst, die per categorie evenveel kandidaten bevat als er openstaande mandaten zijn, staat een hoofdstembak.

Les membres qui se rallient à cette liste modèle, sont priés de noircir cette case de tête.

De leden die het eens zijn met deze modellijst, worden verzocht dit hoofdstembak zwart te maken.

Par contre, ceux qui n'approuvent pas la liste modèle devront émettre un vote de préférence pour un seul candidat figurant sur la liste du premier volet. Par ce vote, ils porteront leur suffrage sur le candidat président du Comité permanent R. Si la liste-type ne recueillait pas la majorité absolue des suffrages, ce vote de préférence constituerait le premier vote auquel nous devrions procéder en application du chapitre IXbis du Règlement.

Zij die daarentegen de modellijst niet goedkeuren, moeten een voorkeurstem uitbrengen op één enkele kandidaat op de lijst van het eerste luik. Hiermee stemmen ze aldus op de kandidaat-voorzitter van het Vast Comité I van hun voorkeur. Indien de modellijst niet de volstrekte meerderheid der stemmen zou behalen, zal deze voorkeurstemming de eerste stemming vormen waartoe we dan zouden dienen over te gaan met toepassing van hoofdstuk IXbis van het Règlement.

Il serait ensuite procédé à plusieurs scrutins en tenant compte des diverses fonctions et des critères de nomination.

In dat geval zouden vervolgens immers meerdere geheime stemmingen dienen gehouden te worden, rekening houdend met de onderscheiden functies en de benoemingscriteria.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

Il en sera donc ainsi.

Dan is aldus besloten.

Le sort désigne Mme Leduc et M. D'hondt pour remplir, avec les secrétaires, les fonctions de scrutateurs.

Het lot wijst mevrouw Leduc en de heer D'hondt aan om, samen met de secretarissen, de functie van stemopnemers te vervullen.

A l'appel de son nom, chaque membre est prié de venir déposer son bulletin non signé dans l'urne.

Ik moge elk lid verzoeken om bij het afroepen van zijn naam zijn ongetekende stembrief in de stembus te komen deponeren.

Je rappelle qu'il y a lieu de voter soit pour la liste-type (case de tête), soit sur la liste nominative des candidats, en noircissant la case figurant en regard du nom du candidat choisi. Les bulletins qui comporteraient plus d'un vote seront annulés.

Ik herhaal dat u dient te stemmen, ofwel voor de modellijst (hoofdstembak), ofwel op de naamlijst van kandidaten door het stembakje zwart te maken naast de naam van de gekozen kandidaat. De stembrieven waarop meer dan één stem voorkomt, worden als ongeldig beschouwd.

Le scrutin est ouvert. Le vote commence par le nom de M. Anthuenis.

De stemming is geopend. De stemming begint met de naam van de heer Anthuenis.

— Il est procédé au scrutin.

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming.

M. le Président. — Je déclare le scrutin clos.

De stemming is gesloten.

Il conviendra sans doute au Sénat de reprendre la suite de son ordre du jour pendant que les scrutateurs dépouillent les bulletins.

De Senaat zal waarschijnlijk zijn agenda willen voortzetten, terwijl de stemopnemers de stembiljetten nazien. (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Dan is hiertoe besloten.

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 61 VAN DE WET VAN 18 JULI 1991 TOT REGELING VAN HET TOEZICHT OP DE POLITIE- EN INLICHTINGSDIENSTEN

Aangehouden stemming

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 61 DE LA LOI DU 18 JUILLET 1991 ORGANIQUE DU CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE ET DE RENSEIGNEMENTS

Vote réservé

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten thans stemmen over het aangehouden amendement en over het aangehouden artikel van het voorstel van wet tot wijziging van artikel 61 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten.

Nous devons procéder maintenant au vote sur l'amendement et l'article réservés de la proposition de loi modifiant l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Wij moeten ons eerst uitspreken over het amendement van de heer Arts dat ertoe strekt een artikel 2 (nieuw) in te voegen.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur l'amendement déposé par M. Arts tendant à insérer un article 2 (nouveau).

Het woord is aan de heer De Croo voor een verklaring vóór de stemming.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb niets tegen dit amendement, maar ik doe de Senaat opmerken dat dit voorstel van wet door de bevoegde minister werd gevolgd. Blijkbaar is het ministerie van Binnenlandse Zaken iets minder bedreven in deze aangelegenheden dan het ministerie van Justitie, maar dergelijke voorvallen kunnen toch worden vermeden.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts voor een verklaring vóór de stemming.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, het is geen ontwerp, maar een voorstel van wet dat is ingediend in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden. Het ministerie van Justitie hinkt achteraan door vandaag « mee te doen ».

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman voor een verklaring vóór de stemming.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, de opmerking van de heer De Croo zou gepast zijn geweest bij de behandeling in commissie van het voorstel van wet van de heer Flagothier.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, blijkbaar hebben de eminente leden van de commissie voor de Justitie het nu zo pas opgemerkt.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, breng ik het amendement van de heer Arts in stemming.

Plus personne ne demandant la parole je mets aux voix l'amendement de M. Arts.

— Dit amendement, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Cet amendement, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

De Voorzitter. — Artikel 1 van het voorstel van wet werd reeds vroeger aangenomen. Wij stemmen zo dadelijk over het voorstel van wet in zijn geheel.

L'article premier de la proposition de loi ayant déjà été adopté, le vote sur l'ensemble de la proposition de loi interviendra dans quelques instants.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA TAXATION DES MOYENS DE TRANSPORT NEUFS ET D'OCCASION

Votes réservés

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE BELASTING OP TWEDEHANDSE EN NIEUWE VERVOERMIDDELEN

Aangehouden stemmingsen

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons procéder maintenant au vote sur l'amendement et l'article réservés du projet de loi portant modification de la taxation des moyens de transports neufs et d'occasion.

Wij moeten thans stemmen over het aangehouden amendement en over het aangehouden artikel van het ontwerp van wet houdende wijziging van de belasting op tweedehandse en nieuwe vervoermiddelen.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur l'amendement déposé par MM. van Weddingen et Hatry à l'article premier.

Wij stemmen eerst over het amendement van de heren van Weddingen en Hatry bij artikel 1.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

84 votent non.

84 stemmen neen.

40 votent oui.

40 stemmen ja.

17 s'abstiennent.

17 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Borremans, Bouchat, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, M. Crucke, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, Didden, Diegenant, Dighneef, Erdman, Evrard, Flagothier, Geens, Gesquiere, Gevenois, Grosjean, Happart, Henneuse, Hermans, Hofman, Hotyat, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemant, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Moens, Moureaux, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pécriaux, Pinoie, Poulllet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Weyts, Wingens et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Appeltans, Barzin, Bock, Boël, Bosman, Buelens, Mme Cornet d'Elzius, MM. De Backer, De Croo, de Donnea, De Grauwe, Désir, Desmedt, D'hondt, Dierickx, Eeman, Foret, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Hatry, Mme Herzet, MM. Lahaye, Maystadt, Monset, Peeters, Raes, Schiltz, Van Aperen, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermeulen, Van Hooland, Van Walleghem, van Weddingen, Verlinden, Vermeiren, Verreycken et Wierinckx.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Benker, Bougard, Mme Buyle, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Boeck, Jonckheer, Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Meesters, Mme Nélis, MM. Snappe, Tavernier et Vaes.

De Voorzitter. — Ik verzoek de leden die zich hebben onthouden, de reden van hun onthouding mede te delen.

Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

De heer Loones. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben afgesproken met mevrouw Tyberghien.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, je me suis trompé. J'ai voulu voter « non ».

De heer Vermeiren. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb me vergist. Ik onthoud me bij de stemmingsen, omdat ik ben afgesproken met de heer Verschuere.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article premier.

Ik breng artikel 1 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Les autres articles ayant déjà été adoptés, le vote sur l'ensemble du projet de loi interviendra dans quelques instants.

De andere artikelen werden reeds vroeger aangenomen. We stemmen zo dadelijk over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING EN UITVOERING VAN HET INTERNATIONAAL VERDRAG TER OPRICHTING VAN EEN INTERNATIONAAL FONDS VOOR VERGOEDING VAN SCHADE DOOR VERONTREINIGING DOOR OLIE, OPGE-MAAKT TE BRUSSEL OP 18 DECEMBER 1971, EN VAN HET PROTOCOL BIJ DIT VERDRAG, OPGE-MAAKT TE LONDEN OP 19 NOVEMBER 1976

Stemming

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION ET EXECUTION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE PORTANT CREATION D'UN FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES, FAITE A BRUXELLES, LE 18 DECEMBRE 1971, ET DU PROTOCOLE A CETTE CONVENTION, FAIT A LONDRES LE 19 NOVEMBRE 1976

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet houdende goedkeuring en uitvoering van het Internationaal Verdrag ter oprichting van een internationaal fonds voor vergoeding van schade door verontreiniging door olie, opgemaakt te Brussel op 18 december 1971, en van het protocol bij dit verdrag, opgemaakt te Londen op 19 november 1976.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles, le 18 décembre 1971, et du protocole à cette convention, fait à Londres le 19 novembre 1976.

De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

142 leden zijn aanwezig.

142 membres sont présents.

Allen stemmen ja.

Tous votent oui.

Derhalve is het geamendeerde ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi amendé est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden teruggezonden.

Il sera renvoyé à la Chambre des représentants.

Aan de stemming hebben deelgenomen:

Ont pris part au vote:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bosman, Bouchat, Bougard, Buelens, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzjus, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnéa, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Foret, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moens, Monset, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulet, Quintelier, Raes, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Van Aperen, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenberghe, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wallegem, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Vermeiren, Verreycken, Weyts, Wierinckx, Wintgens et Swaelen.

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT
LA LOI ELECTORALE COMMUNALE

Rejet

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING
VAN DE GEMEENTEKIESWET

Verwerping

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer sur la proposition de loi modifiant la loi électorale communale, dont la commission propose le rejet.

Wij moeten ons uitspreken over het voorstel van wet tot wijziging van de gemeentekieswet, waarvan de commissie de verwerping voorstelt.

Conformément à l'article 47 du Règlement, nous procédons au vote sur les conclusions de la commission.

Overeenkomstig artikel 47 van ons Reglement spreken wij ons uit over de conclusie van de commissie.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

141 leden zijn aanwezig.

141 membres sont présents.

114 stemmen ja.

114 votent oui.

26 stemmen neen.

26 votent non.

1 onthoudt zich.

1 s'abstient.

Derhalve is het voorstel van wet niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de loi n'est pas adoptée.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bouchat, Bougard, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzjus, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Boeck, de Donnéa, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dighneef, Evrard, Flagothier, Foret, Geens, Gesquiere, Gevenois, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moens, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Pinoie, Poulet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Snappe, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenberghe, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wallegem, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Anthuenis, Appeltans, Bosman, Buelens, De Backer, De Croo, De Grauwe, Eeman, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Lahaye, Loones, Monset, Peeters, Raes, Schiltz, Van Aperen, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermeulen, Van Hooland, Van Wallegem, Verlinden, Verreycken et Wierinckx.

Onthouden heeft zich:

S'est abstenu:

M. Vermeiren.

PROPOSITION DE LOI ABROGEANT L'ARTICLE 73 DE
LA NOUVELLE LOI COMMUNALE

Rejet

VOORSTEL VAN WET HOUDENDE OPHEFFING VAN
ARTIKEL 73 VAN DE NIEUWE GEMEENTEWET

Verwerping

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer sur la proposition de loi abrogeant l'article 73 de la nouvelle loi communale, dont la commission propose le rejet.

Wij moeten ons uitspreken over het voorstel van wet houdende opheffing van artikel 73 van de nieuwe gemeentewet, waarvan de commissie de verwerping voorstelt.

Conformément à l'article 47 du Règlement, nous procédons au vote sur les conclusions de la commission.

Overeenkomstig artikel 47 van ons Reglement spreken wij ons uit over de conclusie van de commissie.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

141 leden zijn aanwezig.

141 membres sont présents.

127 stemmen ja.

127 votent oui.

13 stemmen neen.

13 votent non.

1 onthoudt zich.

1 s'abstient.

Derhalve is het voorstel van wet niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de loi n'est pas adoptée.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Anthuenis, Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bouchat, Bougard, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Foret, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenssens, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moëns, Monset, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Pinoie, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Snappe, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Van Aperen, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Weyts, Wierinckx, Wintgens et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Appeltans, Bosman, Buelens, Capoen, Désir, Desmedt, Loones, Peeters, Raes, Schiltz, Van Hooland, Van Wallegem et Verreycken.

Onthouden heeft zich:

S'est abstenu:

M. Vermeiren.

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTI-
KELN 61 EN 65 VAN DE WET VAN 18 JULI 1991 TOT
REGLING VAN HET TOEZICHT OP DE POLITIE- EN
INLICHTINGENDIENSTEN

Stemming

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 61 ET
65 DE LA LOI DU 18 JUILLET 1991 ORGANIQUE DU CON-
TROLE DES SERVICES DE POLICE ET DE RENSEIGNE-
MENTS

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het voorstel van wet tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten waarvan de nieuwe titel ingevolge het aannemen van het amendement van de heer Arts luidt: Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 61 en 65 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble de la proposition de loi relative au contrôle des services de police et de renseignements dont l'intitulé devient à la suite de l'adoption de l'amendement de M. Arts: Proposition de loi modifiant les contrôles des services de police et de renseignements.

De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het voorstel van wet in zijn geheel.

Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de loi.

143 leden zijn aanwezig.

143 membres sont présents.

137 stemmen ja.

137 votent oui.

6 stemmen neen.

6 votent non.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bouchat, Bougard, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De

Seranno, Désir, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Foret, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moens, Monset, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourgh, Pataer, Péciaux, Pinoie, Poulet, Quintelier, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Van Aparen, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Vermeiren, Weyts, Wierinckx, Wintgens et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Bosman, Buelens, Peeters, Raes, Van Walleghem et Verreyken.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 34
VAN DE WET VAN 23 DECEMBER 1974 BETREFFENDE
DE BUDGETTAIRE VOORSTELLEN 1974-1975

Stemming

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 34 DE LA LOI DU
23 DECEMBRE 1974 RELATIVE AUX PROPOSITIONS
BUDGETAIRES 1974-1975

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 34 van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi modifiant l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975.

De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

143 leden zijn aanwezig.

143 membres sont présents.

Allen stemmen ja.

Tous votent oui.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Il sera soumis à la sanction royale.

Aan de stemming hebben deelgenomen:

Ont pris part au vote:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bosman, Bouchat, Bougard, Buelens, Mmes Buyle, Cahay-André, MM.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Foret, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moens, Monset, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourgh, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulet, Quintelier, Raes, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Van Aparen, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Walleghem, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Vermeiren, Verreyken, Weyts, Wierinckx, Wintgens et Swaelen.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA TAXATION
DES MOYENS DE TRANSPORT NEUFS ET
D'OCCASION

Vote

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE
BELASTING OP TWEDEHANDSE EN NIEUWE VER-
VOERMIDDELEN

Stemming

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi portant modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion.

Wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet houdende wijziging van de belasting op tweedehandse en nieuwe vervoermiddelen.

La parole est à M. van Weddingen pour une explication de vote.

M. van Weddingen. — Monsieur le Président, le projet qui nous est soumis était très attendu, notamment par le secteur automobile qui voit ses clients lui échapper pour acheter des véhicules à l'étranger, mais aussi par les particuliers qui continuent à se voir imposer une taxe à l'immatriculation de 25 et de 33 p.c. quand le taux normal de TVA est de 19,5 p.c. Pourtant, même s'il y avait nécessité et urgence en la matière, une fois de plus, une mesure positive résultant de l'harmonisation européenne, à savoir l'application de la TVA sur la seule marge bénéficiaire, est transformée par le Gouvernement en mesure négative pour de nombreux utilisateurs et professionnels.

Les principales victimes de cette situation sont, cette fois, les professionnels de l'occasion, mais également tous les indépendants qui utilisent leur véhicule à titre professionnel. Ces derniers devront en effet revendre leur voiture à un prix beaucoup moins élevé que s'ils n'étaient pas assujettis, et ce en raison de la charge fiscale plus lourde qui frappe l'acheteur.

Au niveau des principes, imposer une charge fiscale différente pour un même bien sur la seule base de la qualité du vendeur est une atteinte au principe d'égalité devant l'impôt.

La surcompensation ici demandée par le Gouvernement est sans objet puisque l'augmentation des accises sur l'essence à concurrence de 5 milliards en 1992 constituait déjà une compensation naturelle par rapport à la diminution de la TVA au niveau du secteur automobile.

Ce projet est une occasion manquée de prendre une mesure positive pour tous, après tant de projets alourdissant la fiscalité. C'est la raison pour laquelle le groupe PRL votera contre ce projet. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous passons au vote.

Wij gaan over tot de stemming.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

84 votent oui.

84 stemmen ja.

37 votent non.

37 stemmen neen.

20 s'abstiennent.

20 onthouden zich.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

Il sera soumis à la sanction royale.

Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Borremans, Bouchat, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerehe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, M. Crucke, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, De Roo, de Seny, De Seranno, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, Didden, Diegenant, Dighneef, Erdman, Evrard, Geens, Gesquiere, Gevenois, Grosjean, Happart, Henneuse, Hermans, Hofman, Hotyat, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Moens, Moureaux, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Pinoie, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Appeltans, Barzin, Bock, Boël, Bosman, Buelens, Capoen, Mme Cornet d'Elzjus, MM. De Backer, De Croo, de Donnée, De Grauwe, D'hondt, Eeman, Foret, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Hatry, Mme Herzet, M. Lahaye, Mme Leduc, MM. Monset, Peeters, Raes, Schiltz, Van Aperen, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermeulen, Van Hooland, Van Wallegem, van Weddingen, Verlinden, Verreycken et Wierinckx.

Se sont abstenus:

Onthouden hebben zich:

MM. Benker, Bougard, Mme Buyle, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Boeck, Désir, Desmedt, Jonckheer, Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Meesters, Mme Nélis, MM. Snappe, Tavernier, Vaes et Vermeiren.

INTERPELLATIE VAN DE HEER CUYVERS TOT DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU OVER "HET UITBLIJVEN VAN EEN ADEQUAAT NAKOMEN VAN DE VERBINTENISSEN AANGEGAAN DOOR ONS LAND EN DE EUROPESE GEMEENSCHAP TIJDENS DE UNCED-CONFERENTIE TE RIO DE JANEIRO"

Stemming over de eenvoudige motie

INTERPELLATION DE M. CUYVERS AU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT SUR «L'ABSENCE D'UNE SUITE APPROPRIÉE DONNÉE AUX ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR NOTRE PAYS ET PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE LORS DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT QUI S'EST TENUE A RIO DE JANEIRO»

Vote sur la motion pure et simple

De Voorzitter. — Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van de heer Cuyvers tot de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu werden twee moties ingediend.

Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de M. Cuyvers au ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement.

De ene, de eenvoudige motie, door de heer Verschueren, luidt:

«De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Cuyvers en het antwoord van de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gaat over tot de orde van de dag.»

«Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Cuyvers et la réponse du ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Passe à l'ordre du jour.»

De andere, door de heren De Boeck en Bougard, luidt:

«De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Cuyvers en het antwoord van de minister,

— Hijst op het feit dat België de Klimaatsconventie als tweede land heeft onderschreven, maar dat die conventie slechts dan gebruikt kan worden als instrument in de strijd tegen het broeikas-effect wanneer ze door minimaal vijftig landen is geratificeerd;

— Spreekt de hoop uit dat de Conventie over de biodiversiteit, hoe onvolkomen ze nu ook is, toch een nuttig instrument kan worden voor het behoud van de soortenrijkdom aan planten en dieren, en slechts dan uitgroeit tot een echt instrument op wereldniveau wanneer ze door minimaal dertig landen is geratificeerd;

— Wil dat België op het internationale forum een voorbeeld stelt door zo vlug mogelijk de principes vervat in de Agenda 21 als leidraad te nemen voor het opstellen van haar nationale begroting;

— Is overtuigd van het feit dat de resultaten van de Conferentie van Rio verder geconsolideerd en uitgebouwd moeten worden in vervolgconferenties;

Vraagt de Regering dat ze:

1° Het wetsontwerp voor de ratificatie van de Klimaatsconventie nog dit jaar aan het Parlement voorlegt ter bekrachtiging;

2° Het wetsontwerp voor de ratificatie van de Conventie over de biodiversiteit eveneens nog dit jaar aan de beide Kamers aanbiedt;

3° Alle noodzakelijke initiatieven neemt als voorzitter van de Raad van ministers om de twee conventies na ratificatie te herzien ten einde ze efficiënter te maken;

4° De Agenda 21 integreert in de begrotingen van de betrokken ministeries vanaf 1994;

5° Als voorzitter van de Raad van ministers alle initiatieven neemt opdat de in Rio aangekondigde vervolgonferenties zo vlug mogelijk gehouden zouden worden;

6° De nodige beleidsmaatregelen neemt opdat die conferenties niet alleen vanuit een diplomatiek standpunt geprogrammeerd en voorbereid zouden worden, maar ook een beroep zouden kunnen doen op adequate ondersteuning van alle betrokken ministeries;

7° De Nationale Raad voor duurzame ontwikkeling de nodige middelen en ruimte geeft om de politiek van duurzame ontwikkeling te concretiseren, onder meer in een radicaal plan voor de reductie van de CO₂-uitstoot.»

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Cuyvers et la réponse du ministre;

— Souligne le fait que la Belgique a été le deuxième pays à souscrire à la Convention sur le climat, mais que cette convention ne peut être utilisée comme instrument dans la lutte contre l'effet de serre que si elle est ratifiée par un minimum de 50 pays;

— Exprime l'espoir que la Convention sur la biodiversité, si imparfaite soit-elle, devienne un instrument utile pour la conservation des espèces de la faune et de la flore, tout en ne pouvant devenir un véritable instrument au niveau mondial que si elle est ratifiée par un minimum de trente pays;

— Désire que la Belgique montre l'exemple sur le plan international en prenant aussi rapidement que possible les principes de l'Agenda 21 comme ligne directrice pour la rédaction de son budget national;

— Est convaincu du fait que les résultats de la Conférence de Rio doivent être consolidés et développés dans des conférences complémentaires;

Demande au Gouvernement:

1° De soumettre cette année même au Parlement, pour ratification, la Convention sur le climat;

2° De présenter cette année même aux deux Chambres le projet de loi de ratification de la Convention sur la biodiversité;

3° De prendre toutes les initiatives nécessaires en tant que président du Conseil de ministres pour revoir les deux conventions après ratification, afin de les rendre plus efficaces;

4° D'intégrer l'Agenda 21 dans les budgets des ministères concernés à partir de 1994;

5° De prendre en tant que président du Conseil de ministres toutes les initiatives nécessaires pour que les conférences complémentaires annoncées à Rio aient lieu aussi rapidement que possible;

6° De prendre toutes les mesures politiques nécessaires pour que ces conférences non seulement soient programmées et préparées au point de vue diplomatique, mais aussi puissent bénéficier d'un soutien adéquat de tous les ministères concernés;

7° D'accorder au Conseil national du développement durable les moyens et la marge de manœuvre nécessaires pour concrétiser la politique de développement durable, entre autres sous la forme d'un plan radical pour la réduction des rejets de CO₂.»

Overeenkomstig ons Reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

Conformément à notre Règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

Het woord is aan de heer Cuyvers voor een stemverklaring.

De heer Cuyvers. — Mijnheer de Voorzitter, gisteren heeft in de commissie voor Europese Aangelegenheden een interessante gedachtenwisseling plaatsgehad over het Belgisch milieubeleid in

het kader van het Belgisch voorzitterschap van de EG. Daar is duidelijk gebleken dat alle organisaties betrokken bij ontwikkelingshulp en zorg voor het milieubeleid pleiten voor de ratificatie van de twee conventies overeengekomen in Rio en voor de incorporatie van de Agenda 21 in de begrotingen van de federale en regionale ministeries.

Aangezien wij in onze motie precies hetzelfde vragen en minister De Galan via haar woordvoerder beloofd heeft dat België zijn best zal doen om deze punten te realiseren tegen het einde van het jaar, meen ik dat de meerderheid geen enkele reden heeft om onze motie niet te steunen. Voor één keer zou zij dus de gewone motie kunnen afwijzen. (Applaus.)

De Voorzitter. — De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

141 leden zijn aanwezig.

141 membres sont présents.

85 stemmen ja.

85 votent oui.

54 stemmen neen.

54 votent non.

2 onthouden zich.

2 s'abstiennent.

Derhalve is de eenvoudige motie aangenomen.

En conséquence, la motion pure et simple est adoptée.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Borremans, Bouchat, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, M. Crucke, Mme Delcourt-Pètre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, Didden, Diegenant, Dighneef, Erdman, Evrard, Geens, Gesquiere, Gevenois, Grosjean, Happart, Henneuse, Hermans, Hofman, Hotyat, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Moens, Moureaux, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pécriaux, Pinoie, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenberghe, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Anthuenis, Appeltans, Benker, Bock, Boël, Bosman, Bougard, Buelens, Mme Buyle, M. Capoen, Mme Cornet d'Elzius, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, M. Grauwe, Désir, Desmedt, D'hondt, Eeman, Foret, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Hatry, Mme Herzet, MM. Jonckheer, Lahaye, Mme Leduc, MM. Liesenborghs, Lozie, M. Maertens, Meesters, Monset, Mme Nélis, MM. Peeters, Raes, Schiltz, Snappe, Tavernier, Vaes, Van Aperen, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermeulen, Van Hooland, Van Wallegheem, van Weddingen, Verlinden, Verreycken et Wierinx.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Loones et Vermeiren.

INTERPELLATION DE M. BOUGARD AU MINISTRE DE
LA DEFENSE NATIONALE SUR «LA CAMPAGNE POUR
LES CASQUES BLEUS»*Vote sur la motion pure et simple*INTERPELLATIE VAN DE HEER BOUGARD TOT DE
MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING OVER «DE
CAMPAGNE VOOR DE BLAUWHELMEN»*Stemming over de eenvoudige motie*

M. le Président. — Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de M. Bougard au ministre de la Défense nationale.

Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van de heer Bougard tot de minister van Landsverdediging werden twee moties ingediend.

L'une, pure et simple, par M. Verschuere, est ainsi rédigée:

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Bougard et la réponse du ministre de la Défense nationale,

Passe à l'ordre du jour. »

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Bougard en het antwoord van de minister van Landsverdediging,

Gaat over tot de orde van de dag. »

L'autre, par MM. Cuyvers et De Boeck, est ainsi rédigée:

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Bougard et la réponse du ministre;

Considérant que l'effort des Casques bleus et l'aide aux familles des Casques bleus décédés risquent de dégénérer, par cette action, et de ne plus permettre, à l'avenir, de prendre pareilles options dans le cadre de la charité;

Considérant que le dévouement des Casques bleus et ses conséquences doivent continuer à relever entièrement de la responsabilité de l'Etat;

Demande au Gouvernement d'imputer les recettes de cette action à un nouveau poste du budget, réservé aux objectifs de cette action, et de ne plus permettre, à l'avenir, de prendre pareilles options dans le cadre de la charité. »

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Bougard en het antwoord van de minister;

Overwegende dat de inzet van de Blauwhelmen en de hulp aan de familles van de overleden Blauwhelmen door deze campagne dreigen te ontaarden in liefdadigheid of commerciële aanpak;

Overwegende dat de inzet van de Blauwhelmen en de gevolgen daarvan ten volle tot de verantwoordelijkheid van de Staat moeten blijven behoren;

Verzoekt de Regering de winsten van deze actie toe te voegen aan een nieuwe post op de begroting die ten volle de doelstellingen van deze actie draagt, alsmede in de toekomst dergelijke opties niet meer in het kader van de liefdadigheid te laten gebeuren. »

Conformément à notre Règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

Overeenkomstig ons Reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

La parole est à M. Bougard pour une explication de vote.

M. Bougard. — Monsieur le Président, tout le monde est d'accord pour reconnaître les mérites de nos Casques bleus opérant à l'étranger dans des conditions difficiles et dangereuses. Il est

important que la population soit suffisamment et correctement informée du travail de ces soldats et puisse soutenir ce type de mission.

Aujourd'hui, le Gouvernement, ou un de ses représentants, lance un appel à la générosité publique visant à récolter des fonds pour suppléer à certaines carences de l'Etat en matière d'indemnisation des familles de militaires tombés en mission: cette attitude est intolérable! C'est au Gouvernement qu'il incombe de prendre ses responsabilités et non aux citoyens de payer pour les erreurs liées à la restructuration des forces armées, laquelle n'a pas laissé de place suffisante pour le volet social. Les opérations de collectes de fonds et d'appel à la solidarité financière de la population doivent rester la prérogative des ONG et des associations caritatives.

Dans la motion que nous avons déposée, nous demandons qu'à l'avenir, le Gouvernement s'abstienne de lancer de telles opérations de charité et affecte éventuellement un poste budgétaire distinct pour pallier les carences, dans l'attente d'une réglementation claire en matière d'indemnisation pour les familles des victimes militaires. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous passons au vote.

Wij gaan over tot de stemming.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

136 membres sont présents.

136 leden zijn aanwezig.

88 votent oui.

88 stemmen ja.

46 votent non.

46 stemmen neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, la motion pure et simple est adoptée.

Derhalve is de eenvoudige motie aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Borremans, Bosman, Bouchat, Buelens, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, MM. Crucke, De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, Didden, Dighneef, Erdman, Evrard, Geens, Gesquiere, Gevenois, Grosjean, Happart, Henneuse, Hermans, Hofman, Horyat, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Mme Liets-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Moens, Moureaux, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoobant, Swinnen, Taminiaux, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wallegem, Van Wambeke, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Verreycken, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Appeltans, Benker, Bock, Boël, Bougard, Mme Buyle, M. Capoen, Mme Cornet d'Elzius, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnéa, De Grauwe, Désir, Desmedt, D'hondt, Foret, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Hatry, Mme Herzet, MM. Jonckheer, Lahaye, Mme Leduc, MM. Liesenborghs, Lozie, M. Maertens, Meesters, Monset, Mmes Nélis, MM. Schiltz, Snappe, Tavernier, Vaes, Van Apen, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Van Hooland, van Weddingen, Verlinden et Wierinckx.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Loones et Vermeiren.

INTERPELLATIE VAN DE HEER BENKER TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «DE CATASTROFALE ONTWIKKELINGEN IN HET VOORMALIGE JOEGOSLAVIE EN HET BELGISCH STANDPUNT TEN OPZICHTE VAN HET VREDESPLAN IN BOSNIE»

INTERPELLATIE VAN DE HEER BUELENS TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «DE VOORTDURENDE POST-COMMUNISTISCHE AGRESSIE IN BOSNIE-HERZEGOVINA»

INTERPELLATIE VAN DE HEER H. VAN ROMPAEY TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «HET EUROPEES BELEID INZAKE EX-JOEGOSLAVIE»

INTERPELLATIE VAN DE HEER DE DONNEA TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «HET DOOR BELGIE GEVOERDE BELEID OM EEN OPLOSSING TE BEREIKEN VOOR HET DRAMA DAT ZICH AFSPLEET IN HET VOORMALIGE JOEGOSLAVIE EN INZONDERHEID IN BOSNIE-HERZEGOVINA EN KROATIE»

INTERPELLATIE VAN DE HEER DE BACKER TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «DE HUIDIGE SITUATIE IN HET VOORMALIGE JOEGOSLAVIE»

Stemming over de gemotiveerde motie

INTERPELLATION DE M. BENKER AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «L'EVOLUTION CATASTROPHIQUE DE LA SITUATION EN EX-YOUGOSLAVIE ET LA POSITION DE LA BELGIQUE SUR LE PLAN DE PAIX EN BOSNIE»

INTERPELLATION DE M. BUELENS AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «L'AGRESSION POST-COMMUNISTE INCESANTE EN BOSNIE-HERZEGOVINE»

INTERPELLATION DE M. H. VAN ROMPAEY AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «LA POLITIQUE EUROPEENNE RELATIVE A L'EX-YOUGOSLAVIE»

INTERPELLATION DE M. DE DONNEA AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «LA POLITIQUE SUIVIE PAR LA BELGIQUE POUR ABOUTIR A UNE SOLUTION DANS LE DRAME VECU PAR L'EX-YOUGOSLAVIE ET EN PARTICULIER PAR LA BOSNIE-HERZEGOVINE ET LA CROATIE»

INTERPELLATION DE M. DE BACKER AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «LA SITUATION ACTUELLE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE»

Vote sur la motion motivée

De Voorzitter. — Dames en heren, tot besluit van de interpellaties van de heren Benker, Buelens, Hugo Van Rompaey, de Donnée en De Backer, werd een gemotiveerde motie ingediend.

Mesdames, messieurs, une motion motivée a été déposée en conclusion des interpellations de MM. Benker, Buelens, Hugo Van Rompaey, de Donnée et De Backer.

Deze motie, ingediend door de heren Boël, Van Wambeke, Péciaux, mevrouw Lieten, de heren De Backer, Wintgens, Bougard, De Boeck en mevrouw Maes, luidt:

«De Senaat,

Gehoord de interpellaties van de heren Benker, Buelens, Hugo Van Rompaey, de Donnée en De Backer over het voormalige Joegoslavië en het antwoord van de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken,

Verzoekt de minister alle nodige initiatieven te nemen om in het voormalige Joegoslavië vrede te brengen, meer in het bijzonder, om de volgende doelstellingen te bereiken:

1. Toepassing van het Vance-Owen-plan of van elk ander plan dat voor alle strijdende partijen in Bosnië aanvaardbaar is en waardoor de vrede en de rechtsstaat kunnen worden hersteld;

2. Integrale toepassing van de blokkade en het wapenembargo zolang niet alle partijen de wapens hebben neergelegd, met dien verstande dat de blokkade niet geldt voor voedsel en geneesmiddelen;

3. Voortzetting van de spoedhulp aan de vluchtelingen en van de humanitaire hulp aan de burgerbevolking in de gevechtszones;

4. Oprichting van een internationaal tribunaal om de verantwoordelijkheden voor oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid te vonnissen, ter toepassing van de VN-resolutie en van de door het Internationaal Gerechtshof van Den Haag uitgesproken veroordelingen.»

Cette motion, déposée par MM. Boël, Van Wambeke, Péciaux, Mme Lieten, MM. De Backer, Wintgens, Bougard, De Boeck et Mme Maes, est ainsi libellée:

«Le Sénat,

Ayant entendu les interpellations de MM. Benker, Buelens, Hugo Van Rompaey, de Donnée et De Backer sur l'ex-Yougoslavie et la réponse du Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères,

Demande au ministre de prendre toutes les initiatives nécessaires en vue de la pacification en ex-Yougoslavie, particulièrement en vue d'atteindre les objectifs suivants:

1. L'application du plan Vance-Owen ou de tout autre plan acceptable par tous les belligérants en Bosnie permettant d'y rétablir la paix et l'Etat de droit;

2. L'application intégrale du blocus et de l'embargo sur les armes aussi longtemps que toutes les factions n'ont pas déposé leurs armes sachant que les produits alimentaires et médicaux sont exclus d'un tel blocus;

3. La poursuite de l'aide urgente aux réfugiés et de l'aide humanitaire aux populations civiles demeurant dans les zones de combat;

4. La mise en place effective d'un tribunal pénal international pour juger les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en application de la résolution de l'ONU et des condamnations prononcées par la cour du Tribunal international de La Haye.»

Wij moeten ons over deze motie uitspreken.

Nous devons nous prononcer sur cette motion.

Het woord is aan de heer Verreycken voor een stemverklaring.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou het volkomen eens kunnen zijn met het minimale standpunt dat in deze motie wordt ingenomen ware het niet dat in punt 2 het wapenembargo tegen de Bosnische Kroaten en Moslims wordt gehandhaafd. Dezen zullen het voortaan als het ware met knotsen moeten opnemen tegen gesofistikeerde moderne wapens. Ik betreur ook dat niet wordt opgeroepen tot een onmiddellijk terugdrijven van de Servische agressor.

Omdat wij deze motie in het geheel niet willen tegenspreken, zullen wij ons bij de stemming erover onthouden.

De Voorzitter. — De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

138 leden zijn aanwezig.

138 membres sont présents.

132 stemmen ja.

132 votent oui.

6 onthouden zich.

6 s'abstiennent.

Derhalve is de motie aangenomen.

En conséquence, la motion est adoptée.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Benker, Bock, Boël, Borremans, Bouchat, Bougard, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Foret, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Goovaerts, Grosjean, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hofman, Hotyat, Jonckheer, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Moens, Monset, Moureaux, Mouton, Ottenbourgh, Pécriaux, Pinoie, Poulet, Quintelier, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Steenberghe, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Vaes, Van Aperen, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, R. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Vermeiren, Weyts, Wierinckx, Wintgens et Swaelen.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Bosman, Buelens, Peeters, Raes, Van Walleghem et Verreycken.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden, die volgende week bijeenkomt, vertrouwen te schenken voor het formuleren van een voorstel van agenda voor de week van 31 mei 1993.

Je vous propose de confier l'organisation de l'ordre du jour de nos prochaines séances à la commission du Travail parlementaire qui nous soumettra une proposition. (Assentiment.)

NOMINATION DES MEMBRES ET DU GREFFIER DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

BENOEMING VAN DE LEDEN EN VAN DE GRIFFIER VAN HET VAST COMITÉ VAN TOEZICHT OP DE INLICHTINGENDIENSTEN

M. le Président. — Voici le résultat du scrutin pour la nomination des membres et du greffier du Comité permanent R:

Hier volgt de uitslag van de geheime stemming over de benoeming van de leden en de griffier van het Vast Comité I:

Aantal stemmenden: 135.

Nombre de votants: 135.

Blanco of ongeldige stembriefjes: 8.

Bulletins blancs ou nuls: 8.

Geldige stemmen: 127.

Votes valables: 127.

Volstreckte meerderheid: 64.

Majorité absolue: 64.

La liste-modèle obtient 125 suffrages.

De modellijst behaalt 125 stemmen.

Dès lors sont proclamés élus du Comité permanent de contrôle des services de renseignements MM./Mmes:

Derhalve worden tot leden van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten verkozen verklaard de heren/de dames:

Leden — Membres	Plaatsvervangers — Suppléants	Termijn (jaren) — Terme (années)
J.-Y. Mine (F.) Voorzitter Président	D. Plas (F.)	7
R. Decoux (N.) Ondervoorzitter Vice-Président	E. Herman (N.)	5
G. Collignon (F.)	J.-L. Prignon (F.)	7
D. Cailloux (Mevr.)(N.)	K. Bouve (Mevr.)(N.)	5
G. Vande Walle (F.)	Ch. Jonet (F.)	7

M. Wouter De Ridder est proclamé élu greffier du même comité.

De heer Wouter De Ridder wordt tot griffier van hetzelfde comité verkozen verklaard.

Nous sommes ainsi arrivés au terme de nos travaux.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

De Senaat gaat tot nadere bijeenroeping uitteen.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 16 h 55 m.)

(De vergadering wordt gesloten om 16 h 55 m.)